



## Musées, mémoire et Shoah

Yannik van Praag

Mémoire d'Auschwitz ASBL

*Mars 2018*

Mémoire d'Auschwitz ASBL  
Rue aux Laines, 17 boîte 50 à 1000 Bruxelles  
Tél. : +32 (0)2 512 79 98  
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

Comment préserver la mémoire de la Shoah ? Pour qui ? À quelles fins ? S'il est certain que les musées ont un rôle à jouer dans cette conservation et cette transmission, les questions que ce rôle soulève sont non seulement nombreuses et complexes, mais varient selon le lieu et le moment où elles sont posées. Les débats que génère inévitablement toute présentation muséale de la Shoah ne sont pas les mêmes selon que l'on se trouve à Varsovie, Berlin, Jérusalem ou Washington. Par ailleurs, les approches d'aujourd'hui sont éloignées de celles qu'elles étaient dans les années 1990 et seront probablement très différentes d'ici dix ou quinze ans.

On assiste, depuis une vingtaine d'années, à une multiplication en Europe – mais également aux États-Unis et en Israël – d'institutions muséales consacrées spécifiquement à la Shoah : l'United States Holocaust Memorial Museum de Washington (1993), la Maison d'Izieu (1994), le Musée commémoratif de l'Holocauste de Montréal (2003), Yad Vashem de Jérusalem (le musée, ouvert en 1953, a été entièrement rénové en 2005), l'Holocaust Memorial Center de Budapest (2004), le Mémorial de la Shoah à Paris (2005), etc.

Quel rôle incombe à un musée centré sur cette histoire ? C'était l'objet d'une table ronde organisée à la Maison de l'histoire européenne, qui a réuni le 30 janvier dernier des représentants de celle-ci (Andrea Mork et Joanna Urbanek), du musée Kazerne Dossin à Malines (Veerle Vanden Daelen) et de l'United States Holocaust Memorial Museum – USHMM (Steven Luckert). Les débats guidés par Nico Wouters, du Cegesoma, ont ouvert de nombreuses pistes de réflexion qui méritent d'être relayées.

Globalement – c'est en tout cas l'impression qui dominait au fil des débats –, il y a une volonté affichée de la part des musées de ne pas se limiter à être des référents historiques, mais d'être ancrés dans le présent, de parler d'aujourd'hui. C'est un défi de taille, important, mais délicat. Les choix muséographiques dépendent aussi du lieu qui abrite le musée, qu'il soit directement lié au génocide, ou non ; la manière d'articuler le dialogue entre l'histoire éventuellement locale ou nationale et l'histoire transnationale en dépend.

Plus fondamental sans doute est de déterminer la (ou les) fonction(s) principale(s) de ces institutions : l'objet est-il avant tout historique ou civique ? S'il est évident que les deux fonctions doivent coexister, on se doute que cette coexistence est susceptible d'engendrer des tensions. Comment peut-on traiter de la Shoah sans s'interroger sur les droits humains, le racisme ou les autres génocides ? Comment aborder les crimes commis par les nazis en

ignorant ce qui s'est passé au Rwanda ou qui se déroule aujourd'hui en Birmanie, au Soudan ou en Syrie ? Si l'histoire reste au cœur de l'objet de ces institutions, elle résonne inévitablement avec l'actualité. Mais un musée n'a *a priori* pas une fonction politique, journalistique ou militante. Les équipes qui élaborent le contenu des expositions sont composées essentiellement de chercheurs soucieux d'interroger l'histoire et de la transmettre. Mais sont-ils armés pour aborder les crimes qui se déroulent à travers le monde aujourd'hui ? Est-ce leur rôle ? Face à des questions si ouvertes, il est évidemment illusoire d'espérer des réponses assertives. Chaque musée s'inscrit par ailleurs dans un territoire donné et est déterminé par son propre passé, son identité et, bien entendu, ses moyens. Kazerne Dossin n'a pas les mêmes capacités sur le plan de l'infrastructure et des ressources humaines que l'USHMM ou la Maison de l'histoire européenne. Les représentants des musées présents lors du débat s'accordaient à soutenir que leurs institutions ont – même si le cœur de leur travail reste la transmission de l'histoire – aussi pour rôle d'interroger le présent à l'aide du passé et donc d'être des acteurs actifs et positifs de nos sociétés, ce qui concrètement peut se traduire par des initiatives diverses : expositions temporaires, conférences, formations, études, etc.



Fiche éducative accompagnant l'exposition « Enduring Srebrenica » (2013).

L'ancrage dans le présent est inévitable. Lors de l'inauguration de l'USHMM, dont il fut l'un des initiateurs, Elie Wiesel s'adressait d'ailleurs au Président Clinton en ces termes :

Qu'avons-nous appris ? Quelques leçons, des leçons mineures peut-être, que nous sommes tous responsables et que l'indifférence est un péché et une punition. Nous avons appris que lorsque les gens souffrent, nous ne pouvons pas rester indifférents.

Monsieur le Président, j'ai encore une chose à vous dire. Je suis allé en ex-Yougoslavie l'automne dernier et je ne peux plus dormir depuis ce que j'y ai vu. C'est en tant que Juif que je le dis, nous devons faire quelque chose pour arrêter l'effusion de sang dans ce pays ! Les gens se battent et les enfants meurent. Pourquoi ? Quelque chose doit être fait.

L'USHMM est doté d'un « Comité de conscience » (*Committee on Conscience*) dont le travail est concrétisé par le Centre Simon-Skjoldt pour la prévention des génocides. Ce dernier est très actif pour tout ce qui concerne les questions contemporaines, développant des expositions ou des outils sur des questions actuelles. En 2014 à Washington, on y projetait notamment des photos de César, le nom de code du photographe de la police militaire syrienne qui a exfiltré 55 000 photos prises dans les geôles du régime de Damas, démontrant les sévices et les tortures pratiqués. Le musée reste toujours très actif sur la question syrienne, mais aussi sur de nombreux autres conflits.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Voir notamment : <https://www.ushmm.org/confront-genocide>

Kazerne Dossin n'a pas les mêmes prémices, la même histoire, ni des moyens comparables à ceux de l'USHMM, mais on entend aussi y faire des liens avec des situations actuelles et susciter une réflexion non seulement sur la persécution des Juifs de Belgique, mais également sur les droits humains en général. Ceux-ci sont au centre des préoccupations des responsables du musée et « le conflit 1940-1944 fait fonction d'avertissement moral et politique. »<sup>2</sup> Les thèmes de la discrimination et de l'exclusion sont abordés, de même que la violence de masse dont la forme extrême est le génocide. Des programmes éducatifs (ateliers, formations) ont été développés, liés à diverses problématiques et pour différents publics. « Holocauste, police et droits de l'Homme » est, par exemple, un programme destiné aux policiers de tous grades qui a été amorcé en 2014 dans le cadre d'une collaboration structurelle entre la police fédérale, Kazerne Dossin et Unia. Rappelons par ailleurs que les questions internationales et contemporaines (telles que le Guatemala, le Rwanda ou Srebrenica) sont bien présentes également, entre autres à travers la programmation d'expositions temporaires.



Le site Internet de l'USHMM relaye des études et de la documentation consacrées à des conflits récents ou actuels.

Quant à la manière d'aborder les contenus, les critiques sont inévitables et sans doute plus nombreuses et plus tranchantes lorsque l'on traite de la Shoah. Arrêtons-nous un instant sur la discussion ouverte au cours de la soirée à propos de la Maison de l'histoire européenne, par l'historien et politologue Joël Kotek (ULB). Selon son analyse, le musée montre parfaitement le lien viscéral qui unit la construction européenne et les deux conflits mondiaux. Le visiteur qui traverse les espaces qui leur sont consacrés ne peut qu'être convaincu que l'Europe politique est née de ces cataclysmes. Par contre, toujours selon lui, la Shoah est *saupoudrée* dans l'exposition, on ne la voit pas. Elle semble être une annexe de l'histoire et non un moment clé. Cette critique avait déjà été formulée, en d'autres termes par le journaliste Jurek

<sup>2</sup> Bruno Benvindo, « Autorités du passé. Mémoires (in)disciplinés du camp de Breendonk. 1944-2010 », in *Revue belge d'histoire contemporaine*, XLII, 2012, 2-3, p. 69. Pour plus d'informations sur l'histoire du projet muséal de Kazerne Dossin, voir aussi l'analyse de Sarah Timperman : [http://www.auschwitz.be/images/\\_expertises/2015-a-timperman\\_dossin.pdf](http://www.auschwitz.be/images/_expertises/2015-a-timperman_dossin.pdf)

Kuczkiewicz dans *Le Soir*, dès l'ouverture du musée en mai 2017<sup>3</sup>. Andrea Mork a pris le temps de répondre à ces griefs pertinents avec des arguments qui ne l'étaient pas moins, rappelant qu'effectivement le processus de la construction européenne a été le fruit des catastrophes du XX<sup>e</sup> siècle, que l'Europe s'est construite sur les chocs causés par les nationalismes. Quant au traumatisme fondamental que représente la Shoah, il est bien présent dans l'exposition – des vitrines entières lui sont consacrées – et une salle est dédiée à la transmission de cette mémoire après 1945. Le reproche adressé sur le manque de lien évident entre la Shoah et la construction européenne trouve des éléments de réponse dans l'attitude qui a prévalu dans le monde politique d'après-guerre, celle de taire les horreurs passées, d'aller de l'avant pour construire l'utopie européenne. Le fait que le génocide soit longtemps resté au second plan est révélateur des relations entre les victimes, les sociétés civiles et les États après 1945. La Shoah ne faisait alors effectivement pas partie des débats.

Le poids mémoriel et politique du génocide est tel que toute démarche – historique, mémorielle, artistique, fictionnelle – suscite presque invariablement et inévitablement la controverse. L'USHMM fait office de pionnier parmi les institutions muséales consacrées spécifiquement à la Shoah, un fait par ailleurs paradoxal puisqu'on est bien loin du sol européen où le génocide a eu lieu. L'institution a fait l'objet de critiques assassines, sur fond de concurrence mémorielle – les Amérindiens ?, la traite des esclaves ? –, d'accusation d'être une création du « lobby sioniste » ou d'omettre des réalités embarrassantes : les racines chrétiennes de l'antisémitisme, les quotas d'immigration avant-guerre, l'itinéraire de criminels nazis après-guerre, etc.

Dans un autre registre, on constate ces dernières années, dans de nombreux pays, une tendance à renforcer les perspectives nationales / nationalistes dans le traitement de l'histoire, y compris dans les musées, et ce, même par rapport à la Shoah qui est par essence transnationale. Se pose alors la question de l'indépendance des musées et des historiens par rapport au politique. Dans un climat de raidissement identitaire et de discours toujours plus polarisants, les musées (re)deviennent un enjeu, au risque de devenir des instruments de propagande au service du politique ou en tout cas d'être perçus comme tels. C'est le risque de tout musée qui traite d'histoire et *a fortiori* d'histoire récente.

Un exemple significatif est celui du musée de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale à Gdansk, dont le directeur, Paweł Machcewicz, a fini par être écarté l'année dernière pour « incompatibilité idéologique ». On pense bien entendu aussi à la toute récente loi qui vise « ceux qui, publiquement et contre les faits, décrivent la nation polonaise ou l'État polonais comme responsable ou complice des crimes nazis commis sous le Troisième Reich », loi que la presse occidentale a un peu rapidement réduite à l'interdiction de l'usage du terme « camp de la mort polonais ». En réalité, l'enjeu est bien plus large et menace d'étouffer, ou en tout cas de réduire considérablement, le champ des recherches sur la Seconde Guerre mondiale en Pologne. Combien de chercheurs risqueront désormais leur carrière en travaillant sur des matières où il est question de collaboration de Polonais à la Shoah ?

---

<sup>3</sup> <http://plus.lesoir.be/92849/article/2017-05-06/la-maison-de-lhistoire-europeenne-un-musee-ou-il-manque-un-gros-detail>. On trouve une analyse de cette critique ainsi que des éléments de réponse dans Christine Dupont, « La Maison de l'histoire européenne : un musée qui pose (des) question(s) ? », *Témoigner. Entre histoire et mémoire*, n° 126, Bruxelles, Fondation Auschwitz, 2018.

En définitive, toutes ces questions génèrent bien plus d'interrogations que de réponses, c'est dans l'ordre des choses. Et nous n'avons pas soulevé celles que posent les choix scénographiques et esthétiques, des choix qui sont intimement liés au but, à la finalité du musée et d'où découlent d'autres questions, non moins complexes, dont la plus fondamentale est peut-être : faut-il chercher à tout prix à réveiller le traumatisme ou privilégier la résilience ? Une question encore ouverte dans la plupart des institutions.

« Après Auschwitz, le retour à l'ancienne tradition classique des musées est impossible » affirmait en 1996 Felicitas Heimann-Jelinek, conservatrice du Musée juif de Vienne. On ne peut que lui donner raison.

 <p>FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES</p>	<p><i>Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.</i></p> <p><i>À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.</i></p> <p><i>Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.</i></p>
--	--